

Après la pandémie, une grave crise alimentaire menace au Nord comme au Sud

Mathilde Gérard

Alors que les indicateurs de la malnutrition étaient déjà au rouge avant la crise sanitaire, des dizaines de millions de personnes vont venir gonfler en 2020 les rangs de celles qui souffrent de la faim.

Ce sont des cultivateurs de pommes de terre en Guinée qui voient leurs récoltes pourrir dans des hangars et leurs revenus s'effondrer. Ce sont des familles des bidonvilles de Dacca, au Bangladesh, qui ont perdu leur emploi et n'ont, pour toute nourriture pour les prochains jours, que quelques poignées de riz et d'oignons. Ce sont encore des étudiants à Villeneuve-d'Ascq, en France, privés de restaurant universitaire et de petits boulots, qui, pour tromper la faim et faire l'économie d'un repas dans la journée, veillent et se réveillent le plus tard possible... En ce printemps 2020, ils sont les nouveaux visages de la faim.

Dans tous les pays frappés par la pandémie de Covid-19, des plus riches aux plus pauvres, la malnutrition a gagné de nouvelles populations. Les rues de Genève, l'une des capitales les plus fortunées du monde, ont vu se former, chaque samedi, des files de plusieurs centaines de mètres pour recevoir des paniers alimentaires. Partout, la crise, dont on est loin encore de mesurer l'ampleur finale, pourrait faire basculer dans la faim des dizaines de millions de personnes. L'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) a calculé qu'elles seraient 14,4 millions à rejoindre les rangs de la sous-alimentation en cas de récession globale de 2 %, 38,2 millions si la contraction atteint 5 %, et jusqu'à 80,3 millions pour un repli de 10 % – le recul est pour l'heure estimé à 3 % en 2020. Ces nouveaux malnutris viendront s'ajouter aux 820 millions de personnes souffrant déjà de faim, soit un Terrien sur neuf.

L'objectif « faim zéro » d'ici à 2030 que s'est fixé la communauté internationale semble de moins en moins atteignable. Le rapport sur la nutrition mondiale, publié mardi 12 mai, vient rappeler que tous les voyants étaient au rouge en début d'année avant même que le Covid-19 ne gagne l'ensemble des continents. Cette publication, lancée en 2013 par plusieurs dizaines de parties prenantes (experts en nutrition, membres d'agences internationales, représentants du secteur privé et de la société civile, donateurs), dresse un état des lieux des indicateurs de nutrition.

« La malnutrition persiste à des niveaux inacceptables à l'échelle mondiale. En dépit de quelques améliorations en matière d'allaitement des nouveau-nés, les progrès sont trop lents pour atteindre les objectifs de nutrition », s'alarment les auteurs du rapport. Parmi les motifs d'inquiétude : la part de femmes en âge de procréer anémiées, qui stagne à 32,8 %, les retards de croissance, qui affectent 21,9 % des enfants de moins de 5 ans, et l'émaciation, qui touche 7,3 % d'entre eux.

Fragilités des systèmes alimentaires

Le confinement imposé à une partie de la planète laisse présager une aggravation de ces indicateurs en dépit de très bonnes récoltes agricoles cette année. « Cette crise, c'est d'abord une crise de la demande, observe Nicolas Bricas, chercheur au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad). Ça ne veut pas dire que tout va bien du côté de l'offre, mais on n'a pas de pénurie majeure et pas de flambée massive des prix. » Valentin Brochard, chargé de plaidoyer pour l'ONG CCFD-Terre solidaire, précise : « Ce n'est pas pour le moment une crise de la production agricole, c'est une crise de l'accessibilité à l'alimentation, qu'elle soit physique, parce que les marchés alimentaires sont fermés, ou monétaire, parce que les gens n'ont pas l'argent nécessaire. »

Bien qu'ils résistent, les systèmes alimentaires ont aussi montré ces dernières semaines leurs fragilités, qui pourraient affecter la production à moyen terme : dépendance à la main-d'œuvre agricole étrangère, hyperspécialisation de certaines régions sur des monocultures, dépendance aux importations et exportations... Des territoires, notamment dans les zones frontalières, se retrouvent ainsi fragilisés par la fermeture des frontières. C'est le cas de la région de Kayes, dans l'ouest du Mali, où des hausses des prix du sucre et du riz, importés de Mauritanie et du Sénégal voisins, ont été constatées, ou au Ghana, où les prix des biens de première nécessité ont grimpé de 20 % à 30 %.

La situation des producteurs de pommes de terre guinéens illustre les difficultés d'écoulement des stocks en ces temps de pandémie. Dans le Fouta-Djalon, région montagneuse du nord de la Guinée, 6 000 tonnes de pommes de terre dorment dans des chambres froides alimentées par de précaires générateurs électriques, faute d'acheteurs et de débouchés, tandis que l'équivalent de tubercules non récoltés est encore sous terre, ce qui retarde et menace les prochains semis.

« Quand tu perds près de 85 % de ta récolte, socialement tu es à terre, économiquement tu es à terre, tu n'as plus de quoi te nourrir, et tu ne peux plus envoyer tes enfants à l'école », résume, lapidaire, Moussa Para Diallo, président de la Fédération des paysans du Fouta-Djalon (35 000 adhérents). « 69 % de nos membres sont des femmes, dont les maris soit travaillent à l'extérieur, soit sont décédés. La catastrophe est totale, s'inquiète M. Diallo. Producteurs, transporteurs, vendeurs, ramasseurs de fumier ou de feuilles mortes... Par ricochet, c'est toute une économie locale qu'on fait tourner. » M. Diallo en est désormais convaincu : pour mieux préparer l'avenir, le Fouta-Djalon devra se lancer dans une production agroécologique plus diversifiée, qu'il espère plus résistante aux crises.

Craindre davantage la faim que le virus

La malnutrition des campagnes, moins visible que la malnutrition urbaine, menace particulièrement. « Les petits producteurs vont utiliser des stratégies de survie qui leur seront défavorables sur le long terme, note Valentin Brochard. Par exemple, des éleveurs vont consommer les vaches reproductrices, ce qui pourrait mettre en péril les cheptels pour l'année à venir. »

Dans les métropoles des pays du Sud, c'est la mise à l'arrêt de l'économie, en particulier des secteurs informels, qui rend la situation explosive. A Dacca, capitale du Bangladesh qui compte plus de 20 millions d'habitants, dont 7 millions dans des bidonvilles, on craint davantage la faim que le virus. Le documentariste Mohammad Rakibul Hasan a photographié les réserves de denrées de familles vivant dans le bidonville Korail. Nombre d'entre elles ont vu fondre leurs revenus quand le pays s'est confiné le 26 mars, perdant brutalement leurs emplois d'ouvrier du textile, d'employé de maison ou de conducteur de rickshaw. Sans aucune économies, des familles entières ne se nourrissent qu'une fois par jour pour faire tenir leurs maigres réserves.

A long terme, les effets de cette malnutrition s'annoncent dévastateurs. « Chaque pourcentage de recul du PIB entraîne une hausse de 0,7 million d'enfants en retard de croissance. Et ces enfants vont eux-mêmes donner naissance à une nouvelle génération d'enfants en retard de croissance », note Gerda Verburg, ancienne ministre de l'agriculture des Pays-Bas et coordinatrice du mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN, qui regroupe des dizaines d'Etats, représentants de la société civile, donateurs et secteur privé).

« Gestion de l'urgence »

La faim ne sera pas la seule conséquence de la pandémie sur l'alimentation. La récession va durablement affecter les régimes des plus vulnérables, faisant craindre une hausse des pathologies liées à l'alimentation. « Les populations vont rediriger leurs achats de denrées vers des aliments plus abordables ou disponibles, mais moins diversifiés et nutritifs, souligne Valentin Brochard. On risque d'avoir une augmentation des taux de sous-nutrition et des carences en vitamines et micronutriments. »

Dans ce contexte, la crise alimentaire qui sévit appelle une réponse globale et coordonnée. Gerda Verburg met en garde contre un « contrecoup massif », car « l'attention est encore trop sur la question purement sanitaire et pas assez inclusive. Nos systèmes de production actuels créent non seulement de la sous-nutrition mais aussi de l'obésité. Nous ne pouvons pas les laisser détruire la santé humaine et le bien-être de notre planète ». Pour Nicolas Bricas, l'enjeu sera de ne pas occulter les objectifs de long terme : « On ne va

pas échapper à une gestion de l'urgence. L'explosion de la demande d'aide alimentaire est une difficulté qui se voit. En revanche, on peut craindre qu'on passe sous silence les urgences environnementales. Il y a déjà une forte pression des acteurs économiques pour alléger leurs contraintes en la matière. »

Même le rapport sur la malnutrition mondiale, travail de consensus entre différentes parties prenantes, se montre critique dans son édition 2020, appelant à mieux prendre en compte l'urgence climatique et à « répondre aux inégalités de pouvoir en amplifiant la voix des exclus et en demandant des comptes aux plus puissants ».